“Aucun endroit n’est sûr” : paroles de migrants expulsés du Royaume-Uni vers la France

À Paris, le quotidien britannique “The Guardian” a rencontré un groupe de migrants expulsés du Royaume-Uni dans le cadre du nouvel accord migratoire contesté “one in one out”. Ils se disent effrayés et désespérés.

The Guardian *Traduit de l’anglais Courrier International le 2/12/2025*

Afran, un demandeur d’asile iranien, est assis misérablement en face d’un centre d’accueil parisien, enserré entre les immenses dalles de bitume et le rugissement des trains au-dessus de sa tête. Il se trouvait déjà ici peu de temps auparavant, il y a sept semaines précisément. La seconde fois, dit-il, est aussi terrifiante que la première.

Afran – ce n’est pas son vrai prénom – a fait la une des médias lorsqu’il est devenu le premier demandeur d’asile à retourner au Royaume-Uni à bord d’un canot pneumatique, le 19 septembre, après avoir été expulsé vers la France en vertu de *l’accord controversé “one in, one out”* [“une entrée, un départ”]. Il a été renvoyé à Paris pour la seconde fois le 5 novembre.

“France, Royaume-Uni, France, Royaume-Uni, France… Ce n’est pas moi qui choisis, se désole-t-il. *Je suis allé en Angleterre deux fois parce que j’avais l’impression de ne pas avoir d’autre choix. Les passeurs dans le nord de la France m’ont agressé et menacé de mort avant ma première traversée, le 6 août. Quand le ministère de l’Intérieur m’a renvoyé ici, j’ai cru que les passeurs étaient toujours à ma recherche. Je continue de le croire. J’ai peur dès que je sors du foyer. Je ne suis pas en sécurité ici.”*

Les limites de la dissuasion

Afran se trouve en compagnie de trois autres personnes récemment expulsées du Royaume-Uni, dont la première femme renvoyée dans le cadre de cet accord. Peu après avoir été annoncée, la politique a été suivie de mesures draconiennes qui, selon le gouvernement, dissuaderont les demandeurs d’asile de traverser la Manche sur des embarcations précaires. Mais les histoires partagées par ce petit groupe, marquées par le danger, les déplacements et l’absence de protection même après l’expulsion jettent une lumière crue sur la manière dont ces théories de la dissuasion se heurtent à la logique désespérée de la survie.

Même avant l’adoption des mesures les plus récentes, ce programme avait soulevé de vives polémiques. La droite le considérait comme inefficace, avec seulement 113 retours en France et 84 demandeurs d’asile autorisés à faire le trajet inverse. Pour la seule journée de vendredi [14 novembre], 217 personnes ont effectué la traversée vers l’Angleterre, soit le double du nombre d’individus renvoyés jusqu’à maintenant en un seul jour. Les défenseurs des droits humains dénoncent un programme excessivement sévère et des décisions arbitraires concernant le choix des personnes qui peuvent rester ou non.

Les quatre expulsés sont installés dans un café qui jouxte un rond-point saturé par la circulation. Le foyer d’accueil est tout proche, dissimulé derrière un discret portail verrouillé, niché au bout d’une longue ruelle. La structure ressemble à un chapiteau encombré de lits simples. C’est la deuxième étape d’une série de lieux d’accueil pour les personnes renvoyées en France qui

passent d’abord quelques jours dans un hôtel, puis ici, avant d’être placées dans divers hébergements temporaires répartis dans tout le pays.

Rires nerveux et larmes de désespoir

Certains sont parfois renvoyés dans d’autres pays de l’UE en vertu des accords de Dublin qui autorisent les pays européens à demander le retour d’un demandeur d’asile dans le premier pays où il a été enregistré. Pour eux, les chances de construire une nouvelle vie sécurisée en France sont maigres, et leur avenir semble aussi incertain que le jour où ils ont fui leur pays natal.

Afran triture machinalement les bâtonnets de poisson dans son assiette tout en sirotant un thé. Les membres de ce petit groupe, réuni par les circonstances, sont habillés d’un mélange dépareillé de survêtements qui leur ont été donnés et manquent cruellement de chaussures imperméables et de manteaux chauds. Chacun leur tour, ils rient nerveusement puis pleurent sur le désespoir de leur situation.

“Maintenant je connais les vigiles du centre de détention où j’ai été enfermé deux fois”, explique Afran.

“Je leur ai dit que je serai de retour pour Noël.”

Il rit sans conviction avant de s’effondrer en larmes.

De l’autre côté de la Manche, un autre homme, érythréen, attend d’être fixé sur son sort dans un centre de détention. Il est le deuxième à être retourné en Angleterre après avoir été expulsé vers la France. Lors de sa première détention, il a raconté au *Guardian* être rongé d’inquiétude et incapable de manger ou de dormir.

“Je suis terrifié d’être obligé de retourner en France”

Il explique être retourné au Royaume-Uni car il ne se sentait pas en sécurité en France. Après avoir reçu une assistance médicale pour plusieurs problèmes de santé dans une association parisienne, il est retourné dans son foyer à une heure tardive et s’est vu refuser l’entrée car le portail était déjà fermé. Contraint de dormir dehors, il dit avoir été agressé par deux hommes dans la rue. Il est parti, tiraillé par la peur.

“J’étais choqué après l’agression, se rappelle-t-il. *J’ai appelé ma famille et je leur ai raconté les choses horribles qui m’étaient arrivées. Ils se sont organisés pour me faire retourner en Angleterre sur un canot pneumatique parce qu’ils ont compris que la France n’était pas sûre pour moi.”*

Il ajoute : *“J’ai beaucoup souffert et je suis terrifié d’être obligé de retourner en France. Si la sécurité du foyer de Paris m’avait autorisé à rentrer lorsque je suis revenu du rendez-vous médical, je n’aurais pas été agressé cette nuit-là, le 23 octobre, et je serais encore en France aujourd’hui. À cause de cette expérience, je ne crois plus en la capacité de la France à me protéger.”*

Des documents consultés par le *Guardian* et rédigés avant qu’il ne soit renvoyé en France, prouvent qu’un médecin du centre de détention a jugé son cas – victime de trafic d’êtres

humains et de torture en Libye, après avoir fui l'Érythrée et avant d'arriver en Angleterre pour la première fois – *"compatible avec de la torture"*.

"Empressement à expulser les demandeurs d'asile"

Lochlinn Parker, directeur de l'association Detention Action, explique : *"Dans son empressement à expulser les demandeurs d'asile vers la France, le ministère de l'Intérieur les prive de l'occasion d'exposer leur situation et provoque une détresse extrême. La conséquence, c'est que certains des plus vulnérables, dont des survivants de trafic, sont détenus sur de longues périodes dans des conditions proches de l'incarcération, et sont confrontés à la perspective terrifiante d'être expulsés physiquement par la force."*

L'association Medical Justice a interrogé 33 personnes détenues dans le cadre du programme "une entrée, un départ". Vingt d'entre eux avaient fait l'objet d'examens médicaux approfondis. Dans ce groupe, ils étaient 17 survivants de torture, 14 à avoir survécu au trafic d'êtres humains et 15 à souffrir de troubles liés au stress post-traumatique.

Les trois hommes demandeurs d'asile autour de la table du café parisien se montrent très protecteurs envers la femme qui les accompagne. *"Pourquoi ont-ils renvoyé une femme en France ? C'est très mal"*, s'indigne Afran.

"Même le personnel de la sécurité en Angleterre était choqué que le ministère de l'Intérieur me renvoie en France", poursuit la femme. Elle évoque la persécution en Érythrée en raison de sa foi chrétienne et explique avoir traversé plusieurs pays en Afrique et en Europe afin de rejoindre le Royaume-Uni, où réside son frère.

"C'était très difficile et il a fallu être forte, dit-elle. *Quand j'ai atteint l'Angleterre, j'ai cru que je serais en sécurité mais ils m'ont enfermée dans un centre de détention. Le pays que j'imaginais comme un refuge a été le premier à m'emprisonner. Ils m'ont enlevé toute ma force. Je ne demande pas un passeport britannique, je veux seulement être en sécurité avec ma famille."*

Tous autour de la table affirment que l'expérience de la détention les a anéantis.

"Tout ce que je veux c'est que cela s'arrête"

"J'ai vu quatre personnes tenter de se suicider, lâche un Syrien. *Nous sommes passés des mains des trafiquants à une prison en Angleterre. Je suis en cavale depuis 2018. Tout ce que je veux, c'est que cela s'arrête."* Un autre homme, originaire d'une ancienne république soviétique, compare le programme "une entrée, un départ" à un *"football politique"*. Il ajoute :

> "Nous ne sommes pas stupides. Nous savons qu'on se sert de nous comme d'un ballon."

Dans quelques jours, Afran sera à nouveau déplacé, envoyé en train dans un nouvel hébergement temporaire, dans une autre région de France. Accoudé à la table du café, il tient sa tête entre les mains. *"Pour nous tous ici, aucun endroit n'est sûr*, souffle-t-il. *Si j'avais été en sécurité en Iran, je n'aurais jamais abandonné ma vie là-bas, ni ma famille."*

“Avant d’arriver en Angleterre, ma santé mentale était normale. Maintenant, elle ne l’est plus. Je ne sais pas où je peux aller, ni ce que je peux faire pour être en sécurité. Le ministère de l’Intérieur n’est pas bon envers les humains. Ils m’ont brisé. Ils ont mis fin à ma vie.”

Diane Taylor